

Bulletin d'histoire politique

Jack Jedwab, English in Montreal, A Layman's Look at the Current Situation, Montréal, Éditions Images, 1996, 166 p.

Charles Castonguay



Volume 5, numéro 2, hiver 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063616ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063616ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Castonguay, C. (1997). Compte rendu de [Jack Jedwab, English in Montreal, A Layman's Look at the Current Situation, Montréal, Éditions Images, 1996, 166 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 5(2), 155–159. <https://doi.org/10.7202/1063616ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

bilinguisme, on est en droit d'être pessimistes sur l'avenir du français au Québec. Et cela n'a rien à voir avec les données statistiques tirées des enquêtes ou du recensement. Le français cessera d'être menacé au Québec seulement lorsqu'il cessera d'être dominé par l'anglais: et cette domination commence malheureusement bien souvent encore dans la tête des francophones eux-mêmes.

Pierre Drouilly,
Université du Québec à Montréal

•••

Jack Jedwab, *English in Montreal, A Layman's Look at the Current Situation*,
Montréal, Éditions Images, 1996, 166 p.

Cette plaquette est l'écrit le plus mal fichu, tant par la forme que par le fond, qu'il m'a été donné de lire. En conséquence du bilan inadéquat de la situation linguistique publié par le gouvernement au printemps dernier, on peut maintenant dire n'importe quoi sur la langue. En prime, on nous le dit ici n'importe comment.

Jusqu'au titre qui est tordu. *Layman's look* mon œil. La présentation indique que, docteur en histoire du Québec, spécialiste en relations interculturelles, l'auteur a professé sur les minorités québécoises à l'Université McGill. Dans sa préface, il se place d'ailleurs sous le parrainage du professeur Victor Piché, directeur du département de démographie de l'Université de Montréal. On précise encore que le Dr Jedwab est présentement directeur du Congrès juif du Canada, section Québec. Un universitaire, donc, mais surtout un lobbyiste, parce qu'il fait fi du devoir de rigueur qui incombe à un chercheur.

Le Dr Toulemonde plaide sa cause dans un anglais pas sortable. Pas une page sans faute de grammaire, d'orthographe ou de ponctuation. Le lecteur s'épuise à deviner le sens d'un idiome approximatif dans lequel *decennial* signifie une période quinquennale (p. 40-43) et qui aligne jusqu'à quatre phrases consécutives mal construites (p. 29).

Cela sert sans doute le propos. Sous prétexte de «combler une lacune criante dans l'état de la recherche sur la situation de la communauté anglophone au Québec» (quatrième de couverture), Jedwab prétend par toutes sortes de pseudodémonstrations confondre «certains» démographes (jamais nommés) coupables à ses yeux d'attiser indûment l'appréhension des francophones

quant aux conséquences de la baisse du poids de la population de langue française au Québec, notamment à Montréal. Au fil de pas moins de 80 tableaux souvent mal présentés, il fait plutôt valoir l'insécurité anglophone. Le remède se laisse deviner: comme le français se porte à merveille, on peut hausser le niveau d'immigration et élargir l'accès à l'école anglaise.

Jedwab ne manque pas d'enfourcher le vieux canasson de l'«exode» des anglophones, en exagérant l'importance des départs entre 1976 et 1985, période qui prend fin avec «*the defeat of a provincial government committed to the break-up of Canada*» (p. 39). Du point de vue de l'histoire politique, c'est faire peu de cas du «beau risque» dans lequel le parti de René Lévesque s'était alors engagé. C'est également inexact sur le plan quantitatif: les départs anglophones étaient aussi nombreux entre 1966 et 1975. Qu'importe, Jedwab fouette sa monture jusqu'à l'os: «certains sondages d'opinion récents aussi bien que des témoignages anecdotiques suggèrent fortement la poursuite [actuelle] des départs à un rythme qui se rapproche de celui de 1976-1981» (p. 39).

Pour décrire l'état de l'anglophonie québécoise, l'auteur pratique systématiquement la forme négative. Dans un océan de *départures* et de *decline*, on trouve de vraies perles: «la possibilité de travailler surtout en anglais demeure très certainement encore possible [sic] à Montréal» (p. 138) et «il ne semble pas pour le moment que l'assimilation linguistique menace de manière significative les anglophones de Montréal» (p. 158).

Quant à rassurer les francophones sur l'avenir linguistique, notre profane invente un «débat démographique» fondé sur une prétendue confusion entre l'évolution du nombre de francophones en chiffres absolus et celle de leur pourcentage en regard de la population totale. Serait-on vraiment aussi bête? Selon Jedwab, la baisse continue du pourcentage de francophones ne serait nullement inquiétante vu que la population francophone croît encore en chiffres absolus. Il s'élève ensuite contre «les théories d'intégration gauches, déroutantes voire trompeuses» (p. 162) de «certains» spécialistes, selon lesquelles la baisse continue du pourcentage de francophones rendra progressivement plus difficile l'assimilation au français d'une majorité d'immigrants allophones. Pour démentir cette évidence, Jedwab fait flèche de tout bois.

Il compare les données sur l'assimilation linguistique du recensement de 1986 à celles de 1991, malgré les avertissements de Statistique Canada quant à la rupture de comparabilité de ces données. Il en déduit, entre autres, une «modification significative» de l'assimilation des allophones en faveur du français depuis 1986, alors qu'en réalité, cela s'explique par l'effet du nouveau questionnaire introduit en 1991. Il conclut qu'en dépit de la baisse du

poinds des francophones, la part du français dans l'assimilation des allophones continue de croître. En vérité, cette part du français stagne aux deux tiers parmi les immigrants arrivés depuis 1976 et a chuté du tiers au quart depuis 1971 parmi les allophones nés au Québec. Jedwab garde en fait le silence sur l'évolution d'ensemble de l'assimilation parmi les quelque 400 000 allophones nés au Québec ou immigrés avant 1976, parmi lesquels une nette majorité des transferts linguistiques effectués au cours des vingt dernières années sont allés à l'anglais.

Coïncidence révélatrice, on peut reprocher les mêmes lacunes au bilan gouvernemental de la situation linguistique. Au cours de l'étude du projet de loi 40 en commission parlementaire, André Boisclair, ministre responsable des relations avec les citoyens, a encore tenu des propos identiques à ceux de Jedwab sur l'évolution de l'assimilation des allophones entre 1986 et 1991. Jedwab est donc bien entouré. La direction des études et recherches à l'ex-ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration est également prête à tout pour assurer qu'en ce qui concerne la francisation des allophones, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Lorsque Jedwab effleure la question de l'assimilation des allophones nés au Québec ou immigrés avant 1976, c'est le plus souvent par le biais de faussetés au sujet de la population d'origine italienne. D'après notre théoricien de l'intégration, «vu le contexte socio-économique de la période pendant laquelle elle est arrivée au Québec, la majorité des membres de la communauté [italienne] ont historiquement adopté la langue anglaise» (p. 32). À moins que l'Histoire n'ait débuté que dans les années 1960, avec la crise linguistique de Saint-Léonard, c'est parfaitement faux. La Commission Laurendeau-Dunton a bien mis en relief l'orientation francisante de la population d'origine italienne de Montréal qui comptait à l'époque davantage de cas de francisation que d'anglicisation. Tout rapprochait les Italiens des francophones: catholicisme, condition ouvrière, latinité, et les mariages franco-italiens étaient chose courante. Le recensement de 1971 indiquait encore que les Italiens s'étaient assimilés plus souvent au français qu'à l'anglais.

Fort de son analyse du «cas» italien, Jedwab veut ensuite discréditer «certains» spécialistes pour qui, dans une région donnée, le pouvoir d'assimilation (ou de persistance) d'une langue est fonction du pourcentage de la population qui la parle comme langue maternelle. Il tire une «conclusion importante» du fait que malgré la faible population anglophone dans la région est de l'île de Montréal, formée des quatre municipalités à l'est de la ville de Montréal, dont Saint-Léonard et Montréal-Nord, la population qui parle actuellement l'anglais comme langue d'usage à la maison s'élève au

double de celle de langue maternelle anglaise (grâce surtout à l'assimilation de personnes d'origine italienne), alors que dans les douze municipalités du *West Island*, où les anglophones sont majoritaires, la population de langue d'usage anglaise n'est que d'environ 20 % supérieure à celle de langue maternelle anglaise. Selon Jedwab, le pouvoir d'attraction de l'anglais serait ainsi plus fort dans l'est que dans l'ouest: il n'y aurait donc pas de relation directe entre le pouvoir d'assimilation d'une langue et le poids relatif de ceux dont c'est la langue maternelle.

Bel attrape-nigaud! Il est possible de faire doubler par voie d'assimilation une population peu nombreuse, mais il est mathématiquement exclu de faire de même lorsque la population de départ est déjà majoritaire.

Surtout, une analyse le moins adéquate de la force d'attraction relative de l'anglais et du français sur un territoire donné exige qu'on examine, d'une part, le bilan des transferts linguistiques entre les groupes anglophone et francophone puis, d'autre part, le pouvoir d'assimilation de l'anglais et du français auprès du groupe allophone. Dans la première perspective, on constate en 1991 une francisation nette de 2 % de la minorité anglophone dans l'est de l'île et, au contraire, une anglicisation nette de 12 % de la minorité francophone dans l'ouest. Dans la seconde perspective, le pouvoir d'assimilation de l'anglais auprès des allophones est deux fois celui du français dans la région est, mais presque sept fois celui du français dans l'ouest. De toute évidence, l'anglais est autrement plus fort comme langue d'assimilation (et le français corrélativement plus faible) dans l'ouest de l'île que dans l'est, ce qui confirme entièrement la «théorie d'intégration» que le Dr Toulemonde prétend réfuter.

Parmi les nombreuses autres inepties que répand cette plaquette, relevons-en une dernière, et de taille. À la suite de ses arguties, Jedwab se félicite que le gouvernement ait tourné le dos aux observations touchant la détérioration de la position du français, en lançant son nouvel indicateur du français «langue d'usage public». On se rappellera que le bilan gouvernemental situait le poids des francophones dans la région métropolitaine de Montréal à 69 % selon la langue d'usage à la maison, mais le gonflait à 77 % selon la «langue d'usage public». Jedwab fait mieux. À son avis, «on peut estimer entre 80 % et probablement plus près [sic] de 85 % le poids des francophones dans la région métropolitaine selon la langue d'usage public» (p. 145). Il arrive à ce résultat au moyen de deux petits raccourcis. Il suffit d'abord de comptabiliser parmi les personnes qui travaillent surtout en français, toutes celles qui déclarent utiliser au travail à peu près aussi souvent l'anglais que le français. Cela permet d'obtenir environ 85 % de la population «qui travaille surtout en français» (p. 138). Puis on emploie ce résultat comme estimation

de la population francophone selon la «langue d'usage public», et hop! la région est à 85 % francophone.

À ce compte, qu'importe en effet une baisse du poids des francophones selon la langue maternelle ou la langue première à la maison? À juger par la résonance sympathique entre le bilan gouvernemental en matière de langue et celui de Jedwab, parions que le Conseil de la langue française trouvera bientôt moyen de bonifier encore son estimation du poids des francophones à Montréal selon la «langue d'usage public». Car une fois lancé pareil faux-fuyant, la seule issue demeure la fuite en avant.

**Charles Castonguay,
Université d'Ottawa**